



Politique

La vérité, arme secrète de la démocratie ?

Frédéric Manzini publié le 05 avril 2022 1 min

Chacun s'accorde à admettre que l'exercice du jugement politique a besoin d'informations objectives et vraies pour pouvoir bien s'exercer. Mais, parmi les différents régimes politiques, la démocratie a-t-elle un rapport privilégié au vrai ou s'aveugle-t-elle autant que les autres ? Examen des réponses de quelques philosophes, de [Platon](#) à [Carl Schmitt](#) en passant par [Aristote](#) et [John Stuart Mill](#).

Avant de commencer l'examen de cette question toutefois, précisons-en l'objet. Il ne s'agira pas ici d'étudier l'exigence de véricité qui s'impose (ou non) au politique, c'est-à-dire l'honnêteté que les politiciens doivent aux citoyens - au sens par exemple où [Pierre Mendès-France](#) pouvait affirmer que « *l'élément fondamental du système démocratique, c'est la vérité. S'il n'y a pas d'honnêteté de la part de ceux qui jouent un rôle dans le jeu des institutions, il ne peut y avoir de démocratie* ». Il s'agira plutôt de s'interroger sur l'accès à la vérité dans la prise de décision politique, et de la capacité d'aveuglement des dirigeants.

Entre Platon et Aristote : la question du pluralisme démocratique

Le rapport de la vérité à la démocratie constitue l'un des objets de désaccords entre Platon et son élève Aristote. Pour Platon en effet, la démocratie étant par définition le régime politique dans lequel le pouvoir est confié indifféremment au peuple dans son ensemble - au sens où l'entendaient les Grecs de l'époque, c'est-à-dire sans les femmes, les esclaves, les étrangers... -, ce ne sont pas les plus sages ou les plus compétents qui décident. Il n'y a donc aucune raison *a priori* pour qu'en démocratie, le gouvernement soit plus éclairé ou plus proche de la vérité que ne l'est n'importe quel citoyen : c'est le règne du hasard et du relativisme, où les avis les plus pertinents sont mis à égalité avec les moins éclairés, au risque donc de la démagogie la plus funeste. Dans un autre régime, en revanche, les individus au pouvoir peuvent librement décider de s'entourer des conseillers les plus qualifiés pour les assister dans leurs prises de décision.

“Il est possible que de nombreux individus, dont aucun n'est un homme vertueux, quand ils s'assemblent soient meilleurs que les meilleurs, non pas individuellement, mais collectivement”

Aristote

Aristote, toutefois, s'oppose à son maître sur ce point. Il met l'accent sur le fait que la démocratie est fondée sur une délibération publique, et insiste sur le rôle qu'y joue ce qu'il faut bien appeler l'intelligence collective. Aristote considère que la compétence délibérative du peuple pris dans sa multiplicité et sa diversité est toujours supérieure à celle de ses membres pris individuellement, quelle que soit la qualité de ceux-ci, y compris pour ce qui concerne les plus compétents d'entre eux. « *Il est possible*, écrit Aristote dans *Les Politiques*, *que de nombreux individus, dont aucun n'est un homme vertueux, quand ils s'assemblent soient meilleurs que les meilleurs, non pas individuellement, mais collectivement.* » Ainsi la démocratie serait-elle le régime le mieux disposé pour bien identifier la vérité et ainsi indiquer la meilleure voie à suivre, grâce à la vivacité des débats qui l'animent. Alors que les régimes autoritaires parlent d'une seule voix, la voix des régimes démocratiques est multiple – et parfois confuse ! –, mais c'est précisément sur cette multiplicité que repose leur force.

Carl Schmitt et le parlementarisme

Mais même en admettant que la délibération soit un bon moyen de mener à la vérité par la contradiction qu'elle apporte, est-elle pour autant réservée à la démocratie ? C'est ce que conteste Carl Schmitt dans *Parlementarisme et Démocratie*. Pour le philosophe et juriste allemand, « *le principe de la discussion* » ressort de la tradition du libéralisme parlementaire et d'elle seule, laquelle ne saurait être confondue avec la démocratie. « *L'essentiel dans le parlementarisme est l'échange public d'arguments et de contr'arguments, les débats publics et la discussion publique, le fait de parlementer : pour autant, il n'est nul besoin de penser déjà directement à la démocratie* », écrit-il.

La discussion serait ainsi l'équivalent sur le plan des idées de ce qu'est la libre concurrence sur le plan économique ; sans être réservée à la seule démocratie, c'est donc le parlementarisme qui permet à ses yeux au meilleur parti de s'imposer presque naturellement, comme dans une compétition où le meilleur finit par triompher.

John Stuart Mill, la liberté d'expression et l'égalité des citoyens

Mais pour qu'une concurrence soit réellement libre, c'est-à-dire non faussée, encore faut-il que le marché soit équitable, c'est-à-dire que toutes les voix aient la possibilité de s'exprimer, sans crainte de sanction autoritaire (voire de goulag). Et il est d'autant plus facile d'accepter la contradiction quand celui qui contredit est considéré comme un égal : autrement dit, ce n'est pas seulement la délibération collective qui favorise l'émergence de la démocratie, mais également le respect de l'égalité de droit des différents citoyens, même de celui des plus faibles d'entre eux.

Telle est la conception du philosophe anglais John Stuart Mill, qui met en avant le rôle décisif de l'égale liberté d'expression dans l'affrontement des opinions. Selon lui, il est nécessaire que toutes les opinions puissent s'exprimer librement pour que les intérêts des uns et des autres soient exposés et défendus à égalité. Mais la discussion collective permet également à chacun d'entendre des avis différents, ce qui est également précieux pour évoluer dans son jugement. C'est pourquoi la démocratie constitue à ses yeux le lieu le plus favorable à l'émergence de la vérité quand elle est fondée sur une véritable égalité.

Il ne suffit donc pas de permettre l'affrontement public des avis les plus contradictoires pour que la vérité ressorte, il faut encore que les institutions garantissent une protection véritable à toutes ceux dont les voix dissonantes pourraient déplaire au pouvoir. Seul s'autorise à dire librement une vérité déplaisante celui qui a suffisamment confiance dans la capacité d'écoute de celui auquel il s'adresse. Et s'il est à peu près sûr que le régime de Vladimir Poutine ne répond pas tout à fait à cette attente, il n'est pas certain non plus que nos frères démocraties occidentales soient toujours irréprochables et prêtes à considérer avec le respect qui leur est dû des voix dissonantes.

SUR LE MÊME SUJET

Bac philo 2 min

La vérité

Nicolas Tenaillon 01 août 2012

La quête de la vérité est le but même de la philosophie. Le Vrai constitue pour Platon, avec le Beau et le Bien, une valeur absolue. Mais qu'est-ce que la vérité et comment y accéder puisqu'on ne...

Article 6 min

Poutine est-il un dictateur, un despote ou un tyran ?

Nicolas Tenaillon 16 March 2022

Depuis l'invasion de l'Ukraine, les responsables politiques et les commentateurs rivalisent de termes pour désigner le...



Article 11 min

"Ne pas nuire à autrui !" Quand John Stuart Mill borne la liberté

Martin Legros 28 octobre 2021